

PLENIERE D'OUVERTURE

JEUDI 4 JUIN- ASSEMBLEE NATIONALE

Session animée par Gilles Le Gendre, Président d'Explora & Cie

Intervention de Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée Nationale

« Entreprendre et se considérer comme un entrepreneur d'avenir est aujourd'hui l'action, et la reconnaissance à son égard, concernant ses propres responsabilités, la plus essentielle au moment que nous traversons. Je veux parler de la crise, de la crise capitaliste, crise économique, financière, mais également de la confrontation de l'homme à la planète, c'est-à-dire aux enjeux environnementaux.

Frappés au cœur par la crise que nous traversons, l'économie de marché, le capitalisme, n'auraient plus d'avenir. La quête du profit, irrémédiablement du côté de l'égoïsme, aurait été sanctionnée par les dieux vengeurs. L'incarnation moderne du mal aurait échoué.

Vous voyant si nombreux, cette hypothèse manque probablement de pertinence et je suis heureux d'ouvrir vos travaux.

Les analyses et les raisonnements binaires ont souvent le charme de la simplicité et en ont souvent les défauts. À commencer par celui de ne pas examiner la complexité de la vérité. Condamner l'économie de marché dans son principe ou au nom de ses excès n'a pas de sens.

Faut-il rappeler que le capitalisme n'a pas seulement accompagné et permis le progrès ? L'économie de marché a permis aux grandes démocraties d'éclorre, a permis le perfectionnement de l'Etat de droit, le développement des sciences, de la médecine, de l'éducation, de l'hygiène, des transports ?

Faut-il rappeler que le capitalisme est le système économique sur lequel repose tout le bien de nos sociétés ? Oui, il faut le rappeler !

Le capitalisme n'est pas mauvais en soi. Ne serait-ce que parce que le profit finance toutes ces activités et parce qu'elle n'en dégage pas, serait seul du côté du bien, l'Etat, l'école, la santé, la culture.

Si nous sommes regardés comme le pays qui disposerait du meilleur système de protection sociale, et on ne dira jamais assez combien il faut se mobiliser pour en assurer la pérennité, n'oublions jamais que celui-ci est quasiment totalement financé par le travail, la production. C'est bien là un des défis essentiels que nous devons relever.

L'entreprise responsable est celle qui voit plus loin que l'économie. C'est l'entreprise qui décide d'assumer au-delà de la seule logique économique une responsabilité sociale, environnementale et sociétale. C'est une entreprise qui décide de développer non seulement des activités qui rapportent, mais aussi des activités qui commencent par coûter. C'est l'entreprise responsable qui décide de participer aux côtés des pouvoirs publics et du monde associatif à la définition du présent et de l'avenir. L'entreprise responsable, c'est l'entreprise qui considère que son intérêt peut être mis au service de l'intérêt général.

Les entreprises peuvent apporter des solutions nouvelles que les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de proposer parce qu'elles sont tous les jours sanctionnées par la réalité.

Mais cet engagement profitera aussi aux entreprises elles-mêmes, dès lors qu'il sera appelé à devenir un critère de performance.

Pour ou contre le capitalisme ? Pour ou contre les entreprises ? Pour ou contre le profit ? Des questions qui demain auront encore moins de sens qu'aujourd'hui. Si le capitalisme doit évoluer et s'améliorer, c'est à n'en pas douter en lui-même que réside ses forces de changement.

Plus que d'autres, vous avez conscience que les dérapages du capitalisme spéculatif ont conduit à une crise qui s'explique en grande partie par le fait que l'on a substitué le profit spéculatif à la valeur du travail, à la juste rétribution de l'effort de l'individu. C'est un des points fondamentaux de l'éthique qui doit nous guider.

D'autres priorités vont désormais s'imposer à vous ; priorités qui découlent de la confrontation de l'homme avec la planète, de l'homme avec l'environnement. L'épuisement des énergies fossiles, l'épuisement des matières premières, la sauvegarde et la ressource en eau de la planète, la sauvegarde de notre environnement en général, c'est-à-dire du climat. Tout cela va conduire à une nouvelle façon d'entreprendre comme de consommer. Il y a un paradoxe dans ce que nous vivons aujourd'hui. Nous avons les yeux rivés pour sortir de la crise par la consommation et dans le même temps nous savons que nous allons devoir consommer autrement et dans ce cas là tout va changer : le commerce mais aussi la production, c'est-à-dire votre activité, la production de biens et de services.

Nous sommes à un virage important de l'histoire de l'humanité. C'est pourquoi le défi que vous relevez, celui d'entreprendre pour l'avenir, est essentiel. »

Introduction de Monsieur Claude Tendil, Président de Generali France

« Monsieur le Président nous mesurons l'honneur qui nous est fait. En nous ouvrant les portes de cette maison, en nous permettant de porter ce beau nom de parlement, en acceptant de débattre et construire avec nous, vous contribuez à donner à cette initiative l'encre et la dimension symbolique dont elle a besoin pour marquer les esprits.

Il est prouvé qu'un entrepreneur qui n'a pas simplement comme vision, la qualité de ses résultats financiers trimestriels, mais qui a le respect des hommes qui travaillent dans son entreprise, qui a le souci de leur santé, des équilibres environnementaux, du traitement de l'eau, du traitement des rejets, celui-là pour nous est un « meilleur risque » que celui qui n'a qu'une vision financière de court terme. Il est donc normal que nous ayons un engagement différent dans la durée, dans la qualité du service et dans la tarification que nous lui offrons.

Nous n'imaginions pas que la crise environnementale viendrait se superposer à la crise financière et économique. Cette crise n'est pas une raison pour différer nos efforts mais pour les accélérer et cela donne à nos travaux un caractère d'urgence. On entend ici et là que de cette crise peut naître un bien, une correction des excès, une prise de conscience salutaire, l'émergence de nouvelles solidarités. C'est une vision optimiste, nous devons la partager, c'est le sens du manifeste que nous allons tous signer. Mais nous ne devons pas être naïf, les choses ne se feront pas par magie et les mauvaises pratiques ne disparaîtront pas spontanément.

Je crois que les risques de violence sociale dans un rapport de force déséquilibré, les risques de régression, les risques de fracture ne seront pas à exclure et nous devons en tant qu'entrepreneur, comme le monde politique dans toute sa diversité, veiller à ce que les choses évoluent positivement dans un monde dangereux. Je crois que si l'on veut que le Monde ressemble au Monde dans lequel on veut voir grandir nos enfants, le mieux est de compter aujourd'hui sur nous-mêmes. Il faut retrousser nos manches, il faut nous s'y mettre ensemble et maintenant. »

Intervention de Nicole Notat, Présidente de Vigeo

« Il est presque incroyable que le concept de responsabilité sociale, de développement durable au sens large soit entré à ce point dans les agendas de réunions des dirigeants.

Évidemment que la réalité est très contrastée et très hétérogène. Il y a certaines entreprises aujourd'hui, nous en sommes témoins lorsque nous en mesurons la tangibilité, pour lesquelles l'acte de définir des engagements de responsabilité sociale, sociétale et environnementale s'inscrit au cœur du métier, de la stratégie, qui ne relève pas seulement de la bonne action, de la générosité ou du mécénat.

Mais ce mouvement est très récent et les entreprises qui s'engagent dans cette voie sont au démarrage de cette définition de leurs engagements, des objectifs qui les accompagne, des modalités à partir desquelles ils vont être diffusés dans tous les métiers, dans toutes les fonctions de l'entreprise. Parce que c'est à cela que touche le développement durable, la responsabilité sociale et environnementale. En ce sens c'est une vraie mutation, une petite révolution de la manière de concevoir le rôle et la responsabilité de l'entreprise. L'entreprise citoyenne est une entreprise qui réfléchit en termes de performance globale, pas seulement de performance financière. On voit les limites, les catastrophes que cette dernière engendre.

A quoi sert l'entreprise aujourd'hui? Fait-elle société? Est-elle dans la société aujourd'hui?

Les problèmes de la société sont-ils aussi ceux de l'entreprise? Si l'entreprise oublie ces questions, c'est elle qui se mettra en risque et la société y perdra aussi. C'est un mouvement gagnant-gagnant pour l'entreprise et la société.»

Intervention de Manuel Valls, député maire socialiste d'Evry

« On vit dans une économie de marché et la remplacer par la force conduit au désastre humain et économique que nous avons connu au 20^{ème} siècle. Cela ne veut pas pour autant dire qu'il ne faut pas remettre en cause les raisons qui ont amené à la crise du système. Paradoxe d'un système en crise, celui du profit, d'une vision à court-terme, où on a oublié le long terme, l'homme, le citoyen pour le profit rapide et en privilégiant la rente.

Il faut aujourd'hui des règles au niveau national et au niveau mondial. Le paradoxe est que la gauche, « la sociale démocratie » est en panne. Quand je lis le manifeste que vous allez signer, je me dis que cela pourrait être un excellent manifeste pour la gauche et pour le Parti Socialiste.

Ne soyons pas naïfs, la crise économique est devant nous. Le chômage de masse, la pauvreté vont gagner du terrain, l'accroissement des inégalités, et tout cela peut mener à la violence sociale, et peut favoriser le terrain de tous les populismes. Les responsables politiques de droites ou de gauche, qu'ils gouvernent ou qu'ils soient dans l'opposition, ont donc une très grande responsabilité, celle d'inventer la réponse pour demain.

Quelles règles pour demain? Les problèmes sociaux, sociétaux et environnementaux nécessitent un effort intellectuel qu'il faut faire pour nous tous et de ce point de vue-là, est un formidable défi.

Il faut des richesses pour pouvoir mener des politiques sociales et l'entreprise crée cette richesse. Elle est le lieu où se crée le pacte social à condition qu'il y ait un dialogue social (le respect des partenaires sociaux, des hommes et des femmes qui font fonctionner l'entreprise), à condition qu'il y ait de la formation, de la qualification, ce qui est sans doute le problème majeur de ce pays.»

Intervention de Mick Bremans, Fondateur-Président d'Ecover

« Nous essayons d'intégrer les principes de développement durable dans les aspects de notre activité, c'est un grand défi car c'est quelque chose dont on ne verra jamais la fin. C'est un procédé continu. Ce qu'on fait aujourd'hui ne sera pas assez bien pour demain.

On dépend entièrement des innovations, d'actions, de dynamisme. Une fois que c'est intégré par l'entreprise et le groupe, quand tout le monde accepte le défi, on est sur la bonne route mais on est toujours en route. »

Intervention de Philippe Joffard, Président de Lafuma

« Le développement durable est une nouvelle approche de la conception des produits. En terme économique c'est moins de matières, une optimisation de la consommation d'énergie et enfin le transport. La bonne maîtrise de cette équation permet de mieux maîtriser le prix de revient du produit tout en maintenant la qualité du produit et si possible en l'améliorant. Finalement, c'est faire moins pour faire plus pour le consommateur.

C'est une révolution en analyse de la valeur qui permet de remotiver absolument toutes les équipes. En substance, ça permet de réconcilier la bonne économie et la bonne écologie, de bien fonctionner dans son environnement économique mais aussi de faire en sorte qu'en interne vous trouviez une nouvelle cohésion sociale. Les équipes comprennent la construction économique industrielle de l'entreprise et peuvent actuellement plus facilement y adhérer. C'est la démarche que nous avons adoptée depuis plus de 10 ans. »

Intervention de Georges Dao, Président de CARI

« Les entreprises qui dureront ne sont pas les plus grosses, les plus intelligentes, mais celles qui s'adapteront les plus vite. S'adapter et échanger sont deux notions au centre du défi. Tout seul on ne peut plus rien faire, on est obligé de le faire avec d'autres. Aujourd'hui, le mot « ensemble » prend toute son importance.

Dans le domaine environnemental, il faut aller vers la haute qualité environnementale et l'efficacité énergétique. Il y a le Grenelle de l'environnement qui est révolutionnaire ! La France va aller au-delà des 15%.

C'est un enjeu formidable. La formation et l'échange d'idée vont prendre une place phénoménale. On s'est lancé dans les opérations de certification HQE efficacité énergétique. Dans le domaine social, on forme trois fois plus que la moyenne, on intègre plus vite, on a réduit l'embauche au premier entretien, réduction par trois des périodes d'essai, obligation avant de licencier de proposer deux autres places. Cela permet à tout le monde de se remettre en cause.

On est acteur de toutes les associations : le CJD, entreprises humaines, réseau entreprendre, IMS, les COSES (comités d'orientation stratégique des entreprises avec les universités) qui permettent aussi que l'entreprise s'implique dans l'université. »

Intervention de Pascal Wirth, Président de Banctec

« Je suis rentré dans le développement durable en regardant l'entreprise et la façon dont on avait agi. Dans les années 1980, mon entreprise avait compris en fabriquant des équipements très spécialisés pour traiter des documents particuliers, des moyens de paiement comme les chèques et les billets d'avion, que remettre tout en cause systématiquement par l'évolution de la technologie ou l'évolution de la réglementation, et rendre obligatoire le changement de matériel à nos clients semblait ridicule et surtout introduisait des risques économiques et sociaux. Et nous avons décidé de recycler et de travailler sur du matériel ancien, nous avons des équipements qui ont vingt ans de production, mais qui ont suivi toutes les évolutions technologiques.

A mon arrivée dans l'entreprise en 1998, nous avons décidé de profiter des 35 heures pour renouveler le dialogue social, engager l'ensemble de l'entreprise dans une action de transformation et obtenir une flexibilité dans le travail.

Pour moi, le meilleur business plan que peut engager une entreprise allie valeurs économiques, sociétales et environnementales en mettant au cœur de l'entreprise l'innovation, le dialogue social, la créativité et les moyens économiques. La vraie crise que nous traversons n'est pas celle du travail mais celle de la spéculation financière, qui correspond à une création de valeur par l'argent et non par l'homme. Il faut de l'argent pour investir dans le capital, mais le reste doit permettre de renforcer la cohésion sociale. »

Réponse de Yann Roland, Président de Bel'm

« On se rend compte que les medias ne sont pas très attirés par le sujet.

Il faut prendre du temps pour communiquer auprès de nos collègues chefs d'entreprise, démontrer que non seulement c'est dans l'intérêt de la planète et des personnes, mais également que c'est dans l'intérêt économique, parce qu'en fait lorsque l'on fait de l'écologie on fait aussi des économies. Quand on implique notre personnel dans cette démarche, ils sont à 100% d'accord. Cette mobilisation est source d'énergie positive, on fédère vraiment l'ensemble du personnel. Mettre à plat l'ensemble de nos engagements avec tous nos ouvriers donne une confiance et un sentiment d'appartenance de la part du personnel, de ce fait quand on est face à une crise, on peut se mettre autour de la table et trouver ensemble des solutions. »

Proposition de Louise Guerre, Présidente de Serda

« Sur l'environnemental on est un peu démunis pour savoir quoi faire. Je rêve de proposer quelque chose dans le manifeste, on l'a proposé au CJD : que les entreprises puissent s'engager à reverser 1% de leurs bénéfices pour des problématiques environnementales. Le rapport Stern expliquait que si l'on investit 1% aujourd'hui, cela nous éviterait de dépenser 5 ou 10% de PNB demain. Pourquoi ne pas commencer sur la base du volontariat, expérimenter et voir de quelles manières les entreprises pourraient prendre les devants sur un sujet de ce type. »

Réaction de Rémi Roux, Président d'Ethiquable

« Une SCOP ne peut se transformer en entreprise conventionnelle, d'ailleurs c'est nous les entreprises normales (applaudissements), les actionnaires sont en majorité les salariés. Les SCOP existent depuis environ 150 ans, et fonctionnent bien, seulement on en entend peu parler dans les medias. C'est un système dans lequel une personne est égale à une voix, c'est-à-dire que ce n'est pas le capital qui a le pouvoir, c'est l'homme. Il faudrait plus d'entreprises coopératives qui se créent, qui se développent. Entreprise coopérative, ça donne l'impression qu'il y a une sorte de dichotomie, c'est-à-dire d'un côté l'entreprise, l'affaire qui marche bien, les cravates et tout, et de l'autre côté coopérative, baba cool, collectivisme, etc. Et bien non, l'entreprise est à mi chemin entre les deux. Elle reste capitalistique, mais le capital appartient à ceux à qui il devrait appartenir, c'est-à-dire les gens qui y travaillent. Je fais partie de ceux qui pense que l'on peut penser l'économie autrement et le futur autrement. »

Intervention de Lucile Bernadac, fondatrice de Papili « doudous éthiques »

Le doudou éthique, à l'origine n'existait pas. Le but était de proposer un produit responsable pour les enfants. La quasi-totalité des jouets étant fabriqués dans des provinces du sud-est asiatique qui brillent par leur absence de qualité sociale, l'idée était de faire des jouets pour enfants qui s'inscrivent dans le cadre du développement durable, avec un projet de commerce équitable pour garantir notamment un revenu décent aux producteurs de cotons et aux fabricants. Il ne faut pas faire d'erreur, le développement durable ça vaut aussi bien pour le nord que pour le sud. On est en train de le construire tous ensemble au nord, mais il ne faut pas oublier que d'organiser des modes de production différents dans le sud, par exemple avec le commerce équitable, permet d'envoyer des enfants à l'école. Ces enfants deviendront des citoyens à part entière dans vingt ans et construire des modèles de développement durable. C'est un moyen de ne pas laisser la place aux intégristes de tous bords. Construire quelque chose de durable et de cohérent surtout ! »

Réactions des témoins

Nicole Notat

« Aujourd'hui, une mesure qui serait uniquement réglementaire et législative n'est pas forcément adaptée, on se priverait de ce qu'il est nécessaire de faire pour entraîner le mouvement. Il y a besoin de démontrer par la preuve que derrière ça, il y a du professionnalisme, qu'il n'y a pas que des choses annexes et marginales par rapport au sujet de la performance, de l'innovation et de la cohésion de l'entreprise.

Il y a aussi des leviers comme la commande publique. Je vois des entreprises de toutes tailles qui dans la direction des achats commencent à introduire cette dimension de critères sociaux et environnementaux dans les conditions dans lesquelles elles vont organiser et construire leurs partenariats avec des fournisseurs et sous traitants. Enfin, il y a un nœud chez les financeurs, ceux qui apportent les capitaux. Il y a quelque chose à débloquent. La crise va peut être conduire à encourager ceux qui commencent à s'intéresser à l'intégration de la performance sociale et environnementale des entreprises dans leurs choix de placements, considérant qu'il y a là de la

création de valeur future, de la sécurité durable, c'est-à-dire ceux qui ont quand même envie de réconcilier un horizon moins « à court-terme » et plus moyen terme dans la rentabilité des investissements. C'est le nerf de la guerre. Les pouvoirs publics, sans qu'ils ne donnent le mode d'emploi, devraient trouver des mesures d'incitation. »

Manuel Valls

« Je ressortirai de ce débat avec de l'optimisme, ce qui n'est bien entendu pas contradictoire avec de la lucidité. La taille, le périmètre de l'entreprise, les segments de marchés montrent bien l'étendue de la question.

Face à la mauvaise presse que l'on fait à l'entreprise en France, il ne faut oublier ce que l'on disait plus tôt : l'entreprise c'est la vie, et les débats auxquels nous venons d'assister donnent l'impression qu'il se dégage de l'entreprise privée une source nouvelle de dynamisme.

Comment faire en sorte que l'on applique cette éthique, ces règles, cette vision à long-terme, ces critères sociaux, sociétaux, environnementaux, sans que ça nuise à la performance de l'entreprise et du pays.

C'est sans doute le défi majeur pour la France, l'Europe, dans la confrontation par exemple avec le sud est asiatique. Ces critères sociaux, sociétaux, environnementaux, ne doivent pas être uniquement pour nous, ils doivent être un des éléments du dialogue amical et exigeant avec le Brésil, l'Inde, la Chine, et bien entendu avec les Etats-Unis. C'est un élément essentiel si l'on veut être performant.

La loi est là, on l'a vu avec le Grenelle de l'Environnement, pour accompagner les évolutions.

Je crois à l'expérimentation et l'entreprise est une vraie source de créativité. Les élus et les responsables politiques, dans la pratique et dans le discours politique national, oublient très souvent cette expérience locale et cette confrontation au quotidien. »

Proposition de Thierry Cantereau, Président de Cantereau

« Les fournisseurs sont une des composantes de cette performance globale, au même titre que les salariés, que l'environnement et les clients. Pour avoir de la cohérence, on ne peut pas ne pas les impliquer dans notre stratégie. Une fois de plus, c'est à l'entrepreneur d'entreprendre les bonnes démarches.

L'idée, aujourd'hui c'est d'influencer les politiques et les autres entreprises, d'abord par la participation et de faire connaître à mes clients et fournisseurs, la démarche dans laquelle je me suis engagée. »

Proposition de Guillaume Baspt, réseau ANDES

« D'un côté, je pense qu'il ne faut pas opposer l'Etat, les collectivités qui seraient juste les payeurs, les capitalistes qui seraient les affreux méchants et les associations qui seraient le sauveur du monde. C'est beaucoup plus compliqué que cela et on a tous besoin de travailler ensemble.

L'idée folle c'est de créer une entreprise marchande qui appartient à l'association, qui permet que les usagers de cette épicerie utilisent les mêmes produits que tous, la marque devenant le symbole de l'appartenance sociale. »

Option originale de Fabrice Millet, Président de Millet Industrie Atlantique

« L'entreprise en question est une société familiale. Dans le développement durable, il faut éviter d'être dogmatique et de tenter d'imposer un seul modèle. Il faut accepter la diversité, que chacun ait sa vision par rapport à son histoire.

Chez Millet Industrie Atlantique, nous avons créé des groupes de travail de développement durable sur chaque site. Ils échangent sur la mise en place de plans d'actions qui concernent quatre principes : suppression des produits toxiques, suppression des matériaux issus de ressources fossiles, suppression de la destruction de la nature (déforestations...), contribution à la création d'un équilibre où chacun puisse contribuer à ses besoins (partenariats clients, fournisseurs). »

Options de Didier Perréol

« Le concept est un peu particulier parce qu'on ne développe que des produits issus de l'agriculture biologique. Notre entreprise est engagée car elle initie, transforme et commercialise des produits biologiques et écologiques issus du monde végétal. Notre engagement va bien au-delà puisque nous faisons également du commerce équitable et solidaire. Nous nous associons également avec des producteurs locaux.

Ce que je souhaite faire partager c'est l'engagement aussi sur la notion de commerce équitable et de développement durable : utiliser des énergies renouvelables (panneaux solaires, éolienne sur le site). Nous avons également décidé de créer une fondation d'entreprise, financée par 5% voir 10% de notre résultat net, qui va s'occuper de pédagogie, d'éducation pour une meilleure qualité d'alimentation. Il y a une grosse déficience dans notre pays et malheureusement au niveau scolaire on ne parle pas de la qualité d'alimentation.

On est dans un secteur où l'on a encore beaucoup de choses à développer. »

Elisabeth Dargent, Main Forte

Entreprise d'insertion

« Faire confiance aux gens fonctionne, et 65% des personnes qui passent chez nous retrouvent un emploi et deux ans après 60% ont toujours un emploi. La réinsertion a donc une importance fondamentale puisque la majorité des gens s'en sortent. Etre entrepreneur d'avenir c'est faire comprendre à chacun que tout le monde peut changer le monde. »

Proposition de Daniel Lafranche

Entreprise spécialisée dans les équipements automobiles, avec 80% de salariés handicapés (« entreprise adaptée »).

« Nous on essaye de trouver des partenaires ayant une responsabilité sociale dans leur engagement commercial. J'aimerais d'ailleurs que l'on travaille sur un label de travail handicapé. En ce qui concerne la partie financière, nous sommes sous le statut associatif, ce qui rend difficile la levée de fonds et il serait préférable que les taux ne soient pas plus élevés qu'une entreprise classique sous prétexte que nous sommes une entreprise à vocation sociale, donc comportant d'avantage de risques. »